



Interurbain Isère

Lundi 6 novembre 2023

Les gouvernements et l'extrême-droite soutiennent les massacres à Gaza...

Les populations les dénoncent dans la rue !

L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de 9 700 personnes ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4 000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

L'impérialisme complice de ce crime contre l'humanité

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « antisémitisme couscous ». Comme d'habitude, c'est la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

Un devoir de solidarité internationaliste que nous devons amplifier en France !

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et

dans une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout. Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! Halte au massacre à Gaza !

AUGMENTEZ LES SALAIRES, PAS LES PRIX !

Il se murmure que le minimum horaire à l'embauche pourrait augmenter de 4,3% au 1^{er} janvier 2024 pour atteindre 12,79€. C'est du moins la proposition du patronat du transport, ouverte à la signature des fédérations syndicales.

Ce minimum a augmenté de 18% en 2 ans. Les raisons en sont nombreuses : sous-effectif critique, concentration du secteur aux mains de quelques grands groupes sans oublier, bien sûr, les luttes nombreuses et déterminées qui ont émaillées le monde du transport !

La convention rattrape aujourd'hui les taux horaires pratiqués dans chaque entreprise. Certains le vivent comme un nivellement par le bas. Mais le vrai problème est ailleurs. Car tandis que le minimum flambe, nos salaires, en attendant, ne suivent toujours pas l'inflation !

Alors ce n'est pas en se battant chacun dans notre coin pour recouvrer de vieux avantages locaux aujourd'hui disparus sous l'effet du rouleau compresseur conventionnel qu'on va s'en sortir. Puisque les augmentations frénétiques au niveau de la branche (5 en 2 ans) reflètent en partie le rapport de forces imposé par nos grèves, c'est là que ça se joue.

Préparons-nous à mener un mouvement tous en même temps, que l'on soit à KPA, aux VFD, à Berthelet, Faure, UTP ou Perraud !

KPA : la grève paie

À KPA, du fait de notre grève de janvier 2023, nous sommes, pour la grande majorité des salaires, encore au-dessus du minimum conventionnel. Au 1^{er} janvier, en tenant compte de l'actuelle proposition patronale, nous aurions une augmentation de 2,8% sur le salaire à l'embauche, beaucoup moins que les 5% obtenus par la grève en début d'année. La lutte de tous pour les salaires de tous évoquée plus haut reste la meilleure stratégie, voilà pourquoi nous avons réussi à mettre certains de nos collègues au courant de notre mouvement : alors, bien sûr, pour des augmentations générales, l'arme des travailleurs, c'est la grève !

VFD : Nostradamus devient prévisible

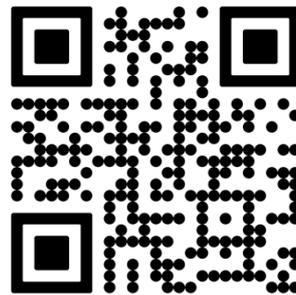
Devinez qui, en accordant 1,7% au 1^{er} septembre dernier a élevé le taux horaire à l'embauche quasiment au niveau qu'il pourrait atteindre au 1^{er} janvier 2024 ? Nostradamus, on t'a repéré !

Élections professionnelles à Berthelet

Fin novembre, auront lieu à Berthelet les élections professionnelles. Une entreprise dite familiale en grande difficulté, à en croire la presse économique de notre secteur. Il est bien évident que si les camarades de Berthelet s'associaient à un mouvement d'ensemble, ils mettraient une certaine pression à leur patron, qui semble quant à lui ne pas se gêner pour tenter de faire payer aux salariés les mauvais résultats de l'entreprise. En attendant, il y a des listes syndicales qui sont plus en mesure que d'autres, de préparer et organiser la contestation, pour porter des revendications ambitieuses.

On n'aurait pas mieux dit

Dans son spectacle joué à Paris, l'humoriste Fary a répondu de la meilleure des manières à ceux qui profitent cyniquement de la violence du Hamas pour faire taire toute dénonciation du terrorisme de l'État d'Israël et toute expression de solidarité avec les Palestiniens sous les bombes « *Si je suis contre la sanction, ça veut pas dire que je suis pour le crime. Je suis contre la peine de mort, ça veut pas dire que j'adore les serial killers. Et là le serial killer c'est genre le Hamas et les gens condamnés à mort, c'est pas que le Hamas.* »



Retrouve l'intégralité de son sketch sur sa page Facebook en scannant ce QR code.



Supporters de tous les pays, unissez-vous !

Pour avoir arboré des drapeaux palestiniens et des banderoles « Free Palestine » en tribune, des supporters du Celtic Glasgow ont vu leur abonnement suspendu.

Le Celtic, c'est le club de football historique des ouvriers irlandais immigrés dans la très industrielle ville de Glasgow. Tandis qu'au pays, ils subissaient l'oppression de Sa Majesté (l'Irlande était une colonie), à Glasgow, ils se faisaient exploiter pour les profits du patronat britannique. Pas étonnant qu'ils éprouvent une certaine solidarité à l'égard des peuples qui subissent encore aujourd'hui les conséquences de l'impérialisme du Royaume-Uni. Cela rend les sanctions dont ils font l'objet encore plus révoltantes.

Remarquons au passage qu'en matière de colonialisme, la Palestine n'est pas la seule à souffrir du « diviser pour mieux régner ». Au fossé de sang creusé entre juifs et musulmans par l'armée britannique dans les années 1920-1930 (tandis que les deux communautés vivaient en paix depuis des années) répond la séparation fratricide entre Irlande et Irlande du Nord au nom de la différence catholiques – protestants. La religion a de tout temps été instrumentalisée pour les intérêts des possédants.